

Jugement N°0122/2019/CJ/SIII/TCC

Du 04 juillet 2019

Rôle Général

BJ/TCC/2019/190

Paola ASSOGBA

(Maître Victorien O. FADE)

C/

Charlemagne DONOUVOSSI

(Maître Komlan Charles AGOSSOU)

OBJET

Païement

REPUBLIQUE DU BENIN

TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

SECTION III

CHAMBRE DE JUGEMENT

COMPOSITION

Président : Chrystelle ADONON HOUEDENOU

Assesseurs : François AKOUTA et Laurent SOGNONNOU

Ministère Public : Elonm Mario METONOU

Greffier : Dominique Sênou KOUTON

Débat le 06 juin 2019 ;

Jugement prononcé à l'audience publique du 04 juillet 2019 ;

PARTIES EN CAUSE

DEMANDERESSE

Paola ASSOGBA, revendeuse, de nationalité béninoise, demeurant et domiciliée au carré sans borne, quartier Maria Gléta, Maison ASSOGBA, Abomey-Calavi ;

Assistée de Maître Victorien O. FADE, Avocat au Barreau du Bénin ;

DEFENDEUR

Charlemagne DONOUVOSSI, boulanger, de nationalité béninoise, demeurant et domicilié à Zogbadjè, Abomey-Calavi, tél : 96 44 86 58 ;

Assisté de Maître Komlan Charles AGOSSOU, Avocat au Barreau du Bénin ;

LE TRIBUNAL,

Vu les pièces du dossier ;

Ouï les parties en leurs prétentions;

Après en avoir délibéré ;

Par acte du 04 mars 2019, Paola ASSOAGBA a attiré devant le tribunal de commerce de Cotonou, Charlemagne DONOUVOSSI pour solliciter le paiement de la somme de sept cent cinq mille francs (705.000) FCFA représentant le montant des sacs de farine de blé ainsi que l'exécution provisoire et sur minute de la présente décision ;

Au soutien de son action, Paola ASSOGBA expose qu'elle est créancière de Charlemagne DONOUVOSSI de la somme de 705.000 FCFA ;

Que ladite somme représente le solde des sacs de farine de blé qu'elle a livrés à Charlemagne DONOUVOSSI le 04 juillet 2018, contre décharge ;

Qu'ayant pris l'engagement de solder ladite somme dans un délai de deux mois, Charlemagne DONOUVOSSI n'a pas honoré son engagement malgré les multiples relances et la sommation de payer du 17 septembre 2018 ;

En réplique, Charlemagne DONOUVOSSI a effectué un paiement partiel de la somme de cent mille (100.000) FCFA le 03 avril 2019, et sollicite un délai

de grâce de six mois pour le paiement du solde de 605.000 FCFA en raison de ses difficultés financières ;

1. Sur le paiement

Attendu que quiconque s'oblige doit être contraint à honorer ses engagements en cas de défaillance ;

Attendu qu'en l'espèce, Charlemagne DONOUVOSSI n'a pas honoré ses engagements malgré la sommation de payer du 17 septembre 2018 ;

Qu'il reste devoir la somme de 605.000 FCFA après un paiement partiel de 100.000 FCFA ;

Qu'il ne justifie pas le délai de grâce sollicité ;

Qu'en conséquence, il convient de le condamner au paiement de la somme de 605.000 FCFA et de rejeter sa demande de délai de grâce ;

Que par ailleurs, l'intérêt du litige étant inférieur à 5.000.000 FCFA, l'exécution provisoire est de droit ;

Que cependant les conditions requises ne sont pas réunies pour l'exécution sur minute ;

Qu'il y a lieu de la rejeter ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en premier et dernier ressort ;

Condamne Charlemagne DONOUVOSSI à payer à Paola ASSOGBA la somme de six cent cinq mille 605.000 FCFA ;

Rejette la demande de délai de grâce ;

Dit que l'exécution provisoire est de droit ;

Dit n'y avoir lieu à exécution sur minute ;

Condamne Charlemagne DONOUVOSSI aux dépens.

Ont signé

LE GREFFIER

LE PRESIDENT